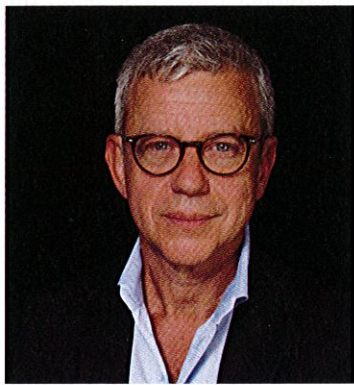




# La multiplication des crises : réalité stratégique ou illusion d'optique ?



Par **Bruno Tertrais**

Politologue, maître de recherches à la Fondation pour la Recherche stratégique  
Membre du CGEDD, Ministère de l'Écologie,  
du Développement durable et de l'Énergie  
(Medde)

**« Les crises se multiplient », entend-on de toute part. Il est vrai que l'environnement stratégique actuel est particulièrement anxiogène. Mais vivons-nous une période particulièrement conflictuelle ? Elle l'est davantage que ce n'était le cas il y a dix ans, mais elle est surtout fertile en surprises et en ruptures stratégiques. Et pour l'Europe, l'actualité internationale n'a jamais été aussi dangereuse depuis la fin de la Guerre froide.**

## L'interconnexion des espaces de crises

Les données quantitatives des instituts de recherches montrent un paysage contrasté. Depuis la fin de la Guerre froide, le nombre de conflits armés a indiscutablement et très fortement diminué, et la guerre interétatique est devenue un phénomène marginal. Toutefois, cette tendance à la baisse s'est interrompue. Selon le *Center for Systemic Peace*, par exemple, la violence armée est stable depuis une dizaine d'années. Pour l'*Uppsala Conflict Data Center*, qui fait référence, le nombre total de conflits, qui était d'une cinquantaine au début des années 1990, est remonté à 40 après être descendu à 31 en 2010 ; quant au nombre de conflits majeurs, les plus meurtriers, qui était d'une quinzaine à la fin de la Guerre froide, il est remonté à 11 contre 5 en 2010.

Les grandes crises stratégiques se déroulent aujourd'hui sur quatre espaces géographiques distincts.

La tempête qui fait rage sur l'espace moyen-oriental ne fait que s'aggraver, et débouche aujourd'hui sur des faillites d'États, ainsi que, parallèlement, sur la montée en puissance de quasi-États. Elle comprend désormais quatre dimensions imbriquées les unes avec les autres : les secousses politiques autrefois appelées « printemps arabes », qui se traduisent par de rares stabilisations (Tunisie, Égypte sous la forme d'un retour au *statu quo*), mais aussi par des guerres majeures (Libye, Syrie, Yémen) ; la renaissance du djihadisme combattant à grande échelle, sous une forme qu'il n'est pas exagéré de qualifier « d'islamo-totalitarisme », et son extension à la fois sur l'espace saharosahélien et l'espace syro-irakien, avec au milieu ce que l'on a qualifié de *hub*

libyen ; la poursuite de la radicalisation de l'affrontement confessionnel et l'extension des opérations iraniennes le long du Croissant fertile, que Téhéran semble vouloir transformer en « Croissant chiite », ainsi qu'au Yémen ; enfin, le réveil de la question palestinienne.

La question ukrainienne, et plus largement les décisions stratégiques prises par la Russie depuis la fin de l'année 2013, violent l'ensemble du cadre politico-juridique mis en place dans les années 1990, et conduisent à la réouverture de la question de la sécurité européenne, alors que l'achèvement de la supervision internationale du Kosovo (2012) avait pu laisser espérer la fin de deux décennies de crises balkaniques.

Le cyberspace est désormais un champ d'affrontement stratégique permanent, secoué par des attaques parfois brutales et de grande ampleur. À l'attaque contre Sony, a répondu une opération de déni de service contre les infrastructures nord-coréennes, par exemple.

Enfin, la montée des tensions interétatiques en Asie se poursuit. La relation indo-pakistanaise est à la merci d'un nouveau Bombay (en référence aux attentats de 2008). La Corée du nord de Kim Jong-Un demeure agressive, et le risque de provocation de grande ampleur sur la péninsule est loin d'être nul. Les navires chinois continuent leurs actions de provocation à l'est et au sud du pays. Mais ces espaces de crises sont désormais liés les uns aux autres. La mondialisation du phénomène djihadiste en est l'illustration la plus frappante : du Nigeria au Pakistan, les groupes terroristes font allégeance à *Daech*. Et l'intervention russe en Syrie depuis septembre 2015 a connecté la problématique est-européenne à la crise moyen-orientale.



# Les crises internationales du XXI<sup>e</sup> siècle

## Une période fertile en « surprises » et « ruptures » stratégiques

Les Livres blancs de 2008 et 2013 ont inscrit les notions de « surprise stratégique » et de « rupture stratégique » dans le *corpus* doctrinal français en matière de sécurité et de défense. La « surprise stratégique » se réfère à un événement majeur qui n'avait pas été prévu, ou dont la probabilité de réalisation était jugée négligeable. La « rupture stratégique » est une notion plus française. Sa caractéristique principale est d'être multidisciplinaire : la rupture peut être militaire, technologique, économique ou sociétale. Elle se définit par ses effets majeurs, de nature à transformer profondément la sphère de sécurité et de défense.

Toutes les surprises ne sont pas des ruptures, et toutes les ruptures ne sont pas des surprises. Certains événements sont les deux à la fois : on pense à l'opération Barbarossa, à l'attaque de Pearl Harbor, à l'installation de missiles à Cuba, à l'invasion de l'Afghanistan, à la chute du Mur, aux attentats du 11 septembre, mais aussi à la crise financière de 2008. Mais la guerre du Kippour, vraie surprise stratégique, ne fut pas une rupture. À l'inverse, des événements tels que la guerre des Six Jours, la dislocation de l'Union soviétique, ou encore le premier essai nucléaire nord-coréen, furent des ruptures sans être à proprement parler des surprises.

Les trois événements stratégiques structurants des dernières années – révoltes arabes, annexion de la Crimée et émergence fulgurante de *Daech* – sont à la fois des surprises et des ruptures.

## L'impératif de la « longue durée »

L'apparente multiplication des crises ne doit pas masquer l'importance des tendances lourdes et des évolutions de très longues durées. Dans certains cas, les crises sont permanentes depuis plusieurs décennies et trouvent leur origine dans des événements et des décisions de la fin des années 1940 : on pense à la question israélo-palestinienne, à la péninsule coréenne, au conflit indo-pakistanaï, ou à l'affaire taïwanaïse.

La crise du nucléaire iranien, la

transformation du Hezbollah en entité quasi-étatique, et dans une certaine mesure l'aggravation de la guerre civile syrienne (auxquels certains ajoutent la montée en puissance des houthistes yéménites), trouvent leur origine dans la révolution islamique de 1979 et sa rapide radicalisation antioccidentale. De même pour l'instabilité de l'espace afghano-pakistanaï, endémique et sans doute durable, qui est le produit de son internationalisation depuis 1979, il est vrai aggravée par des facteurs plus structurels (mauvaise gouvernance, cercle vicieux de la guerre civile, pyramide des âges propice à la violence...).

Enfin, les crises en Europe et en Asie de l'est sont largement dues à l'émergence et au nationalisme exacerbé de deux États, la Russie et la Chine, qui se manifestent par un expansionnisme militaire et des violations des espaces terrestres, aériens ou maritimes de leurs voisins (ainsi que, bien souvent, par l'agitation de la carte nucléaire : cf. essais de missiles à des moments diplomatiques choisis, qui sont une spécialité chinoise et désormais russe). Quant au phénomène djihadiste contemporain, que les États-Unis espéraient circonscire il y a encore quelques années (mort d'Oussama ben Laden), il a repris de la vigueur sur le terreau du printemps arabe, avec la « mutation » d'Al-Qaeda en une organisation encore plus violente, disposant d'une meilleure assise territoriale, mieux équipée et plus riche, et d'un professionnalisme inédit en matière de propagande et de recrutement. Ces causes profondes, systémiques ne doivent pas masquer certaines responsabilités occidentales : l'Amérique a choisi de se retirer totalement d'Irak en 2009 ; l'Europe a laissé la Libye s'enfoncer dans le chaos à la suite de l'intervention de 2011 ; Washington a bloqué toute intervention occidentale en Syrie en 2013. S'il est de bon ton de se plaindre des conséquences supposées négatives des interventions militaires, il faut savoir aussi mesurer le coût des « non-interventions ». Plus largement, cette abstention occidentale et la perception d'une Amérique « faible » a certainement encouragé la Chine et surtout la Russie à « sortir de leurs frontières ».

## Une Europe cernée par les crises

La perception européenne d'une multiplication des crises est légitime, car jamais depuis la fin de la Guerre froide le vieux continent n'a été aussi directement affecté par le délitement de l'ordre international : à l'est, le renouveau de la puissance russe ; au sud-est, la tempête du monde arabe ; au sud, les soubresauts du Maghreb et le terrorisme sahélien. Et nous sommes directement affectés par les conséquences de l'instabilité du monde arabo-musulman via, notamment, le terrorisme et les migrations, avec leurs impacts sur nos débats de politique intérieure. Nous devons apprendre à vivre avec cet environnement stratégique instable et dangereux pour longtemps. ■